

*l'Anti*capitaliste

n°688 | 21 décembre 2023 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CONTRE LA COALITION RACISTE DES DROITES ET DU RN



UNITÉ

ET RÉSISTANCE

ANTIFASCISTE

ZOOM

Palestine. À Gaza, la famine comme arme de guerre

Page 3

INTERNATIONAL

Europe. En Pologne, les premières limites du gouvernement démocrate

Page 4

EN LUTTE

PraticienEs à diplôme hors UE jetables? Une prescription qui ne passe pas!

Page 6

CHAMP LIBRE

Souscription 2023. S'il fallait une seule bonne raison de donner au NPA...

Page 8

Édito

Pas de trêve pour nos rêves... d'un monde sans capitalisme!

Par REDOUANE AMRI

On se prend à rêver d'une « trêve » en cette période de fin d'année. Pourtant, plus encore que d'habitude, il n'y en aura pas. Ni à Gaza, ni en Cisjordanie, ni en Ukraine. Ni au Soudan, où la population est victime de milices armées qui veulent en finir avec le mouvement populaire qui a renversé la dictature en 2019. Ni au Congo, où elle est victime des exactions des bandes prédatrices qui veulent contrôler les richesses minières du pays.

Pas de trêve non plus pour les femmes et les hommes sur les routes de l'exil, chassés par les désastres climatiques, la guerre, les famines et la misère. Les survivantEs de parcours migratoires inhumains, qui se retrouvent ici sans-papiers et déshumaniséEs, sont livréEs à des attaques racistes sans précédent, dont la dernière loi raciste anti-immigration.

Pas de trêve pour l'inflation et la surexploitation. Pendant que les prix explosent, les associations humanitaires sont débordées par les demandes d'aides. Des centaines de milliers de personnes sont sans toit, dont près de 3 000 enfants à la rue. Cela, alors que l'argent coule à flot pour les capitalistes, que les sociétés du CAC 40 engrangent 160 milliards de profits par an. Cela, alors que les hôtels, les gymnases et les mairies se préparent pour les JO, au détriment des libertés démocratiques et des services publics déjà mis à mal.

La résistance, au côté des peuples palestinien, ukrainien, soudanais, des femmes du Congo, les luttes ici au côté du monde du travail, des migrantEs et des sans-abris pour leurs droits, ne vont pas s'arrêter. Il est vital de ne rien lâcher, de préparer une contre-offensive contre Macron et ses nouveaux alliés des Républicains et des extrêmes droites, de construire un grand mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt aux politiques impérialistes et antisociales, et de reconstruire une alternative unitaire et radicale, prémices d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, et une force politique pour la porter.

Bien dit

Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise

BERTOLT BRECHT

Quand Macron, Darmanin et LR ouvrent la voie au RN... Résistance!

Le projet de loi « le plus régressif depuis quarante ans »... C'est ainsi qu'une cinquantaine d'associations, syndicats et ONG, dont la Ligue des droits de l'homme, ont qualifié lundi dans un communiqué commun le monstre de Frankenstein raciste sorti des travaux de la CMP (commission mixte paritaire), et porté sur les fonts baptismaux par l'extrême droite.

NOËL GÂCHÉ POUR LE PETIT GÉRALD



Ce lundi 18 décembre, journée internationale des migrantEs, ont eu lieu à Paris et dans beaucoup de villes des manifestations pour exiger le rejet de la loi Darmanin. Il y en avait déjà eu aussi le samedi 16. Ces mobilisations ont fait entendre la voix des sans-papiers, des immigréEs, des associations, syndicats et partis. De toutes celles et ceux qui rejettent le racisme, et sont solidaires des migrantEs en s'opposant à un projet de loi, déjà répressif dans sa première version, mais encore plus brutal après les amendements du Sénat et les marchandages des macronistes avec LR.

Passage en force autoritaire

Des manifestations antiracistes de ces derniers jours, les médias ont très peu parlé. Par contre, ceux-ci n'ont pas manqué de relater heure par heure, minute par minute, le mauvais théâtre de la CMP. Une fois de plus, nous avons eu droit à un véritable défilé sur les ondes et les écrans des macronistes, LR et RN déversant leurs discours racistes, xénophobes et mensongers. On les a entendu répéter que cette loi serait la volonté du « peuple français », en s'appuyant sur les sondages. Mais il y a quelques mois, ce même gouvernement n'avait pas été aussi soucieux de la volonté populaire, en ignorant les centaines de milliers de personnes, grévistes et manifestantEs, qui ont crié pendant des mois dans la rue leur rejet de la contre-réforme des retraites. Ce même pouvoir qui invoque aujourd'hui la démocratie alors qu'ils empilent les 49-3 pour passer en force.

Ce sont bien les mêmes qui ces derniers jours ont utilisé tous les subterfuges permis par leurs

institutions antidémocratiques pour imposer leur offensive d'ampleur contre les immigréEs : le passage de la loi au Sénat en premier, puis, à la suite du rejet préalable à l'Assemblée, le recours à cette Commission mixte paritaire composée de 14 membres (7 sénateurEs et 7 députéEs), délibérant à huis clos, et décidant à eux seuls du contenu d'une loi qui met en jeu la vie de milliers de gens!

Marchandages nauséabonds

Élisabeth Borne est venue mardi matin devant les députéEs macronistes pour présenter son compromis avec LR conditionnant l'accès à l'APL à cinq ans de présence sur le territoire pour les étrangerEs qui ne travaillent pas, et à trois mois pour

ceux qui travaillent... La CMP a également adopté une version restreinte de la mesure de régularisation pour les travailleurEs sans papiers dans les métiers en tension, le durcissement du regroupement familial, l'interdiction de placer des mineurEs dans les centres de rétention administrative, le rétablissement du délit de séjour irrégulier, la déchéance de nationalité pour les binationaux qui se seront rendus coupables d'un meurtre sur des personnes détentrices de l'autorité publique ou encore la mise en place d'une caution pour les étudiantEs étrangerEs venant en France. Et cerise sur le gâteau, l'Aide médicale d'État, au sujet de laquelle Darmanin, la main sur le cœur, jurait de tout son être que l'on n'y toucherait pas, sera discutée dans quelques

semaines. La manœuvre est grossière.

En plus d'être inhumaine, cette loi est raciste et discriminatoire, contraire à l'égalité des droits! Conseillé par Macron qui pèse de tout son poids, le gouvernement Borne est donc prêt aujourd'hui à toutes les compromissions pour faire passer leur loi, prêt à céder aux exigences des LR qui ne sont ni plus ni moins que les positions initiales du RN. Quitte à ouvrir une crise politique majeure au sein même du camp présidentiel pour faire passer sa loi. Et tout cela pour le plus grand profit d'une extrême droite qui se réjouit de voir les unEs et les autres reprendre son orientation dégueulasse... tout en ne négociant rien avec le gouvernement pour faire mine de s'opposer à lui et susciter les faveurs des nombreux mécontents du macronisme.

En toute logique, l'extrême droite a voté le projet de loi au Parlement, et quoiqu'en dise la droite macroniste ou LR, c'est bien le RN qui a gagné.

Après la marche contre l'antisémitisme du dimanche 12 novembre qui a vu l'insertion de l'extrême droite dans le prétendu « arc républicain », l'alliance autour de cette loi des droites et de l'extrême droite sur les idées de celle-ci marque certainement un moment de bascule qui exige la résistance et l'unité de toutes les forces progressistes de notre camp social. L'extrême droite a contaminé durablement la droite et gagne des positions. Attention danger!

Acturama



LOI DARMANIN ET JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S

Le 18 décembre cette année, c'était coup double! Pour la journée internationale des migrantEs, et surtout pour s'opposer à la loi raciste de Darmanin, des Républicains et du RN, près de 15 000 personnes étaient réunies à Paris. Il faudra renforcer et renforcer encore ce combat dans la rue, dans la grève et partout pour gagner le retrait de cette loi. Abrogation de toutes les lois racistes!

© MARCHÉ DES SOLIDARITÉS / TWITTER

Depuis deux mois maintenant, l'armée israélienne organise méthodiquement la destruction des hôpitaux, des centres de soins et des centres de l'UNRWA¹ tandis qu'elle bloque délibérément l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza. Toutes les organisations internationales, humanitaires et de défense des droits humains, l'ONU, le World Food Program, Médecins sans frontières, Human Right Watch alertent depuis des jours. La famine et les épidémies vont tuer des milliers de personnes dans les jours qui viennent ! C'est un crime de guerre ignoble !

Imposer le cessez-le-feu

Il y a désormais près de 20 000 morts, des milliers de disparus, des dizaines de milliers de blessés graves. Et Israël détruit tout sur son passage, à coups de bombes, de tanks et de bulldozers. L'armée israélienne est tellement ivre de violence qu'elle abat des civils qui se rendent, avec les mains en l'air et un drapeau blanc. Nous le savons parce qu'il s'agissait d'otages israéliens abattus « par erreur » le 15 décembre. Combien de civils palestiniens sont massacrés à bout portant dans les maisons, dans les écoles ? Ce n'est pas une guerre que mène Israël, mais une campagne d'extermination ! Il faut l'arrêter maintenant. Il faut imposer le cessez-le-feu à Israël maintenant !

Et en Cisjordanie, Israël arme les colons par milliers et continue une campagne de nettoyage ethnique à l'abri des regards. Des villages, des quartiers sont vidés de leur population palestinienne, tandis qu'à Jénine ou

PALESTINE À Gaza, la famine comme arme de guerre

Alors que les massacres continuent et que les bombes s'abattent toujours sur les PalestinienNes à Gaza, l'État israélien a décidé de tester une arme ancienne, bien connue des spécialistes du génocide des Indiens d'Amérique. C'est l'arme de la famine et des épidémies.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

à Naplouse les camps de réfugiés sont bombardés eux aussi. Depuis plus de 75 ans Israël mène une guerre de colonisation sans merci contre les PalestinienNes. Il est temps de mettre fin à l'impunité d'Israël. Il est temps de mettre fin à l'apartheid, à la colonisation et à l'oppression de tous les PalestinienNes qu'ils vivent à Gaza, en Cisjordanie ou dans les frontières d'Israël. La lutte pour la Palestine est une lutte pour le droit, pour la justice et pour l'humanité. C'est le devoir de chaque homme et de chaque femme libre de soutenir la lutte du peuple palestinien. Nous devons la renforcer en parlant

partout de la Palestine, de Gaza, dans nos écoles, dans nos universités, dans nos entreprises, nos syndicats.

Construire la mobilisation et la solidarité

Il faut créer des collectifs locaux de solidarité avec la Palestine partout où l'on peut. Pour mobiliser, pour renforcer la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions). En commençant par annoncer qu'à Noël nous n'irons pas faire nos courses à Carrefour qui participe à la colonisation en Cisjordanie et nous n'irons pas manger chez McDonald qui a donné des hamburgers aux

soldats israéliens. Et nous allons renforcer la solidarité concrète avec les PalestinienNes à Gaza et en Cisjordanie. Ils manquent de tout, nous devons les aider. Après avoir accordé leur soutien inconditionnel à Israël, les États européens estiment que « nous assistons à un manque affligeant de discernement dans l'opération militaire israélienne à Gaza », selon les mots de Josep Borrell, chef de la diplomatie européenne. Sous la pression des opinions publiques, le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé pour la première fois le 17 décembre, dans une tribune commune avec son homologue allemande Annalena Baerbock, à un « cessez-le-feu durable ».

Nous allons continuer à manifester tant que les bombes pleuvront sur Gaza, tant que la France et l'Europe n'auront pas pesé de tout leur poids pour stopper Israël. Personne ne nous empêchera de crier notre colère devant ce génocide en cours et personne ne nous empêchera de crier notre solidarité avec le peuple palestinien ! Palestine vivra, Palestine vaincra !

Thomas Rid

1 - United nations relief and works agency for the Palestine refugees in the near East.

ARGENTINE Politique du shock et mano dura

Mesures drastiques pour éviter l'hyperinflation, décrets répressifs et graves menaces sur les libertés démocratiques : la semaine d'investiture du libertarien-ultralibéral Milei, élu le 20 novembre, montre l'abîme qui s'ouvre avec ce gouvernement d'alliance extrême droite-droite.

L'alliance Macri-Milei se traduit par l'octroi de postes clés à la droite traditionnelle, récompensée de son soutien à l'outsider : l'Économie à l'ancien ministre de Macri, Luis Caputo, et la Sécurité intérieure à la candidate défaite à la présidence, Patricia Bullrich. Tous deux ont montré tout le potentiel de cette alliance en incarnant les premières attaques du gouvernement cette semaine : blanc-seing à l'austérité et à la répression.

Plan lance-flammes

Les annonces de Caputo ? Un « shock » économique plus violent encore que prévu : forte dévaluation, absence de contrôle des prix, mais maintien des salaires, retraites et budgets de l'État. Il ne s'agit plus de faire payer à la « caste politique » le prix de l'austérité mais de diminuer les dépenses... grâce à l'inflation. Le « plan lance-flammes » remplace le « plan tronçonneuse » : une politique de la terre brûlée grâce à laquelle ceux qui survivront profiteraient du calme après la tempête... Si le plan fonctionne ! Selon les projections du ministre, qui espère résoudre la crise sous 18 à 24 mois, son aggravation et la stagflation seraient inévitables pour de meilleurs lendemains. À la « vérité des chiffres » (inflation estimée à 3700 %, à raison de +1 % par jour) répond la « thérapie intensive ».

« Ordre et Progrès », la liberté selon Milei et Bullrich

Seconde salve : l'annonce par l'abjecte Bullrich de son programme de maintien de l'ordre dans un communiqué sobrement intitulé « Sans liberté, ni ordre ni progrès ». Le Protocole Bullrich détaille la réponse du gouvernement à la contestation. Devant l'annonce par les forces de gauche et les syndicats d'une première manif le 20 décembre, date anniversaire des journées des 19 et 20 décembre 2001 qui répondaient aux mêmes mesures de shock et antidémocratiques, le décret éclaircit la ligne Milei-Bullrich en matière de dialogue démocratique : intervention extra-judiciaire des forces fédérales sur tout blocage de voies sans distinction, avec à la clé identification et fichage des organisations et individus « auteurs, complices et instigateurs », transmission des antécédents aux autorités et au juge en cas de dommages environnementaux (incendies de pneus), imputation aux organisations et auteurs du coût des opérations y compris répressives. Ni plus ni moins que l'application d'une législation antiterroriste aux « ennemis intérieurs » et autres « preneurs d'otages » sociaux, qui plus est prise par décret.

Autre indicateur : la prise à partie par un député Avanza Libertad de députés de gauche. L'épisode serait anecdotique si, au tweet de la leader du FIT-U Myriam Bregman

contre l'inconstitutionnalité des mesures répressives et en défense du droit de manifester que « rien ne peut empêcher », le député mileiste s'était abstenu de répondre par la menace ouverte et un appel à la violence à peine voilé : « [Si] : la prison ou une balle ».

Faire face aux extrêmes droites

Milei confirme bien des craintes soulevées par ses détracteurs. Quelle doit être l'amertume de ceux qui, préférant se positionner contre le « faux dilemme Massa-Milei » au premier tour, ont opté mezza voce pour la résistance passive et l'abstention le 20 novembre. L'heure est à l'unité et la construction de fronts de résistance. Au-delà des dangers immédiats pour notre camp social, une défaite plus catastrophique encore se dessinerait si la sidération l'emportait. Comment faire face aux offensives multiples et entrer en résistance tout en affrontant une crise qui n'en finit pas, a fortiori sous la menace de criminalisation et de répression aux précédents encore vivaces dans la mémoire collective ? Les mobilisations des prochains jours ne peuvent être lues sans en tenir compte.

Il nous faut construire des solidarités concrètes avec nos camarades argentines et tirer les leçons à mettre à profit pour faire face à nos extrêmes droites.

Lola Z.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

Plus personne ne pourra nous reprocher de défendre la priorité nationale, pas même le président de la République

MARINE LE PEN, 19 décembre 2023
(en réaction bien sûr à la loi sur l'immigration sortie de la Commission mixte paritaire)

Agenda

Jeudi 21 décembre, rassemblement contre l'expulsion de la Bourse du travail d'Aubervilliers, Aubervilliers (93). À 18h devant la Mairie d'Aubervilliers.

Jeudi 21 décembre, rassemblement pour la paix – Cessez le feu à Gaza, Villejuif (94). À 18h30, place de la Paix à Villejuif.

Samedi 6 janvier, marche pour les 6 Kurdes assassinés en 2013 et 2022, Paris. À 10h, à gare du Nord.

Le prochain numéro de **l'Anticapitaliste** sortira le jeudi 4 janvier 2024.

Bonne fin d'année

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE

Poutine fait la mue à Wagner

Cinq mois après la mort de Prigojine, la société de mercenaires russes Wagner en Afrique est en train d'être transformée.

La société Wagner aura permis à la Russie de reprendre pied sur un continent longtemps délaissé. Elle est active notamment en Libye, au Mali, au Soudan, en Centrafrique et plus récemment au Burkina Faso et peut-être bientôt au Niger.

Cheval de Troie

Sa présence n'a été reconnue officiellement que très récemment. Wagner a permis au Kremlin une implantation militaire sans en assumer les responsabilités politiques et les charges financières. Puisque l'activité de mercenariat s'accompagne d'entreprises pillant les ressources naturelles. Cela peut être l'or au Soudan, les grumes et les diamants en Centrafrique, le pétrole en Libye, où les rétributions par les autorités comme au Mali. Aussitôt la mort de Prigojine annoncée, le ministre de la Défense russe a organisé des tournées en Afrique avec un double objectif. Rassurer les officiels africains de la pérennité de leur présence militaire et réorganiser les troupes sur place.

À visage découvert

Moscou avait le choix entre mettre un nouvel oligarque à sa tête ou intégrer Wagner à l'armée russe. D'après le think tank US néo-conservateur, Institute for the Study of War, c'est cette dernière option qui a été choisie. Poutine a confié à Iounous-bek Evkourou, vice-ministre de la Défense, la création d'un « Africa Corps » rattaché à l'armée.

Cette nouvelle configuration permettra d'éviter une marge d'autonomie trop importante et surtout de répondre à la nouvelle situation politique en Afrique. Plus la peine pour la Russie d'avancer masquée. Le sentiment anti-occidental diffus mais bien réel permet à Moscou de se présenter comme une alternative dans une confrontation directe avec les pays occidentaux ouverte par la guerre d'Ukraine. Comme l'indique Igor Korotchenko, porte-parole officieux de l'armée cité par l'ONG All Eyes On Wagner : « Pour le Kremlin, les principaux opposants sur le continent noir sont les États-Unis et leurs alliés de l'Otan, dont la France. Le département militaire russe contrecarrera l'influence occidentale et renforcera la position de Moscou en Afrique »

Pas de sauveur suprême

Au Burkina Faso, où récemment une cinquantaine de soldats russes ont débarqué, le modus operandi ne change pas. C'est un mélange de présences militaire et civile avec l'association « African Initiative » qui vante les bienfaits des sauveurs. Une propagande bien différente des buts affichés comme l'indique Korotchenko : « Le recours au facteur de force en Afrique devrait apporter à la Russie non seulement des avantages politiques (arrivée au pouvoir de gouvernements et de régimes amis), militaires (la location gratuite de bases, d'aérodromes, de centres logistiques), mais aussi des dividendes économiques (contrôle des gisements d'or, de platine, de cobalt, d'uranium, de diamants, de pétrole, de terres rares et leur développement dans des conditions mutuellement avantageuses avec les partenaires africains) ». Une définition parfaite de l'impérialisme en Afrique. **Paul Martial**

À lire sur le site



COP28 : Ahmed al-Jaber inscrit son nom dans l'histoire de l'enfumage capitaliste,
par Daniel Tanuro



États-Unis : sur l'immigration, Biden se tourne vers la droite,
par Dan La Botz

EUROPE En Pologne, les premières limites du gouvernement démocrate



Alors que dans la majorité des élections récentes la droite conservatrice progresse, les élections polonaises du 15 octobre 2023, avec une participation historique (78%), ont au contraire mis en minorité le gouvernement conservateur. De plus, seulement 40% d'électorales et d'électeurs ont participé aux référendums migratoires racistes convoqués au même moment, rendant leur résultat non valable.

Il a cependant fallu attendre deux mois pour que la nouvelle majorité polonaise puisse former un gouvernement et que son Premier ministre, Donald Tusk, prête serment devant le président Andrzej Duda le 15 décembre. Ce dernier avait d'abord reconduit le Premier ministre conservateur Morawiecki sous prétexte que son parti était arrivé en tête aux élections (35,58%) bien qu'il ne dispose pas de majorité (194 mandats sur 460). La droite conservatrice a profité de ces deux mois supplémentaires pour nommer les siens à la tête de l'armée et dans l'appareil d'État, engager des dépenses et poursuivre la soumission de l'appareil judiciaire.

Indépendance de la justice et aides européennes

Dès qu'il est devenu Premier ministre, Tusk s'est envolé pour le Conseil européen à Bruxelles afin de tenter de débloquer les aides européennes (59,8 milliards d'euros du plan de redressement national et 76,5 milliards du Fonds de cohésion). Le pays avait vu le versement de ces fonds bloqués à la suite de sa politique de soumission de la Justice. L'UE exige en particulier l'abolition de la Chambre disciplinaire et la désignation d'un tribunal indépendant pour traiter les affaires disciplinaires des juges, la sup-



Donald Tusk dans un meeting en août 2023. SILAR/WIKIMEDIA COMMONS

pression des textes permettant de nommer les juges, et le refus que des jugements puissent être prononcés par des juges nommés illégalement. Adam Bodnar, le nouveau ministre de la Justice — un juriste indépendant — a, dès son entrée en fonction, introduit des modifications réglementaires. Il faudra cependant du temps pour adopter les nouvelles lois, et si le président Duda refuse de les contresigner, la Diète doit se prononcer aux deux tiers de ses membres. La nouvelle majorité ne dispose pas d'autant de mandats. Premier succès de Tusk : l'UE vient d'accorder une avance de plus de 5 milliards d'euros avant fin 2023, qui doivent servir à la modernisation et à la décarbonation des systèmes énergétiques. Devant la Diète, le 11 décembre, Tusk a affirmé que les promesses

électorales de sa coalition seront réalisées : « les revenus des enseignants vont être augmentés de 30% dès le 1^{er} janvier, les revenus de l'ensemble des fonctionnaires augmenteront de 20%, comme promis », « nous introduirons immédiatement une seconde revalorisation annuelle des pensions et retraites dès que l'inflation dépassera les 5% ».

La question du droit à l'avortement

Alors que la « coalition du 15 octobre » doit sa victoire électorale au vote majoritaire des femmes, Tusk a parlé du « problème très douloureux que constitue le droit à l'avortement légal et sécurisé ». La coalition gouvernementale n'est pas d'accord sur la légalisation de l'avortement. Le vice-Premier ministre

agriculteur a d'ores et déjà annoncé qu'il veut un retour « au compromis » de 1993, c'est-à-dire à une limitation du droit à l'avortement à trois cas : viol, danger pour la vie de la femme, handicap fœtal grave (ce cas a été annulé par le Tribunal constitutionnel illégal en 2020). Le président de la Diète a pour sa part demandé un référendum et s'oppose à une légalisation de l'avortement. Ainsi, une des principales questions qui a permis la victoire de l'opposition démocratique reste en suspens. C'est à juste titre que le petit parti anticapitaliste, Razem, a décidé de ne pas faire parti du gouvernement, tout en lui votant la confiance. Car c'est par la mobilisation sociale dans la rue que les principales revendications populaires pourront être obtenues, en premier lieu celle du droit des femmes de décider de leur vie. Pour le moment, l'attentisme domine encore.

Jan Malewski

1 — Formée par la Coalition civique KO (30,70% des suffrages exprimés, 157 mandats à la Diète, équivalent de l'Assemblée nationale), la Troisième voie du parti agrarien PSL et le parti démocrate-chrétien Pologne 2050 (14,40%, 65 mandats) et la gauche, une alliance électorale de la Nouvelle gauche (NL, formée par la fusion de l'Alliance de la gauche démocratique SLD et du parti Wiosna, le printemps), du Parti socialiste polonais PPS et du parti anticapitaliste Razem (Ensemble) : 8,61% des suffrages, 26 mandats.

AMÉRIQUE LATINE Au Chili, après une nouvelle Constitution encore rejetée : retour à la case départ ?

Ce dimanche 17 décembre 2023, pour la deuxième fois en un peu plus d'un an, les Chiliennes et Chiliens étaient appelés à voter lors d'un référendum « pour » ou « contre » une nouvelle Constitution, qui devait mettre fin à celle édictée en 1980 durant la dictature de Pinochet (et réformée à plusieurs reprises depuis 1989).

Ce nouveau scrutin national se déroule quatre ans après la grande révolte sociale de 2019 et de nouveaux après l'élection du jeune président de la gauche progressiste (autour d'une coalition regroupant Parti communiste et Frente Amplio), Gabriel Boric. Là encore, les plus de 15 millions d'électorales et électeurs se sont clairement prononcés contre la proposition constitutionnelle : 55,8% s'y sont opposés.

Un vote de classe

On constate à nouveau dans la capitale comme au plan national, un rejet de classe, tandis que les trois communes les plus riches du pays votaient « pour ». Seules deux régions ont opté majoritairement pour la proposition constitutionnelle. Pourtant, le grand patronat et ses médias ont investi massivement dans la

campagne en faveur du « pour », afin de défendre un projet encore plus réactionnaire que la Carta Magna en place. Rédigée par l'extrême droite et la droite dans le cadre d'un processus beaucoup plus « contrôlé » que celui précédé par les partis traditionnels, la proposition empêchait notamment toute législation favorable à l'avortement, sanctuarisait le système des fonds de pensions par capitalisation, consolidait la marchandisation de l'eau, de l'éducation, de la santé ou encore gravait dans le marbre un des codes du travail les plus conservateurs de l'Amérique latine.

Une défaite pour l'extrême droite

En septembre 2022, plus de 62% de la population avait déjà refusé une proposition constitutionnelle. Il s'agissait alors d'un texte

plutôt orienté à gauche, féministe, qui défendait de nouveaux droits pour les peuples autochtones et qui prétendait dépasser — en partie — l'État subsidiaire néolibéral. Malgré les différences et dans une conjoncture désormais morose, où dominent le discours sécuritaire et les difficultés économiques, un rejet massif s'est donc exprimé à nouveau ce dimanche : la crise d'hégémonie en cours est loin d'être terminée. Le Parti républicain de José Antonio Kast, extrême droite qui a émergé avec force depuis trois ans, et qui s'est construite pour le retour « à l'ordre », connaît en même temps une défaite importante avec ce vote. D'autant que Kast se voyait déjà comme le nouveau président à partir de 2027. Les couteaux sont de sortie entre la coalition de la droite traditionnelle (Chile Vamos) et le clan républicain, chacun

cherchant à s'attribuer l'origine de la débâcle. Globalement, ce résultat donne un peu « d'air frais » à un gouvernement progressiste qui s'est caractérisé depuis 2021 par une faible capacité transformatrice et surtout aucune volonté — même minimale — d'affrontement avec les secteurs dominants. Minoritaire au parlement, enfermé dans une logique gestionnaire, allié avec le Parti socialiste social-libéral, Gabriel Boric a immédiatement appelé « au consensus national » tout en fermant la porte à toute poursuite d'un processus constituant. Dans ce contexte, seule une revitalisation de l'esprit rebelle d'octobre, des luttes populaires, autochtones et féministes pourrait rebattre les cartes et ouvrir un horizon émancipateur. **Franck Gaudichaud (depuis Santiago)**



SOLIDARITÉ Palestine, mobilisation dans les universités!

Depuis l'offensive génocidaire israélienne sur la Palestine et à la suite de l'appel des étudiantEs palestinienNEs, des comités en soutien à la Palestine se sont construits dans plusieurs facs en France, comme à l'EHESS, à Montpellier, à Nanterre, à la Sorbonne-Nouvelle, à Rennes, à Toulouse ou encore à Sciences Po Paris.

Ce sont des cadres unitaires pour mobiliser la jeunesse dont les principaux moteurs sont des étudiantEs arabes et des militantEs de la gauche radicale décoloniale. Ces comités ont pour objectif de faire entendre la lutte palestinienne dans les facs via des actions visibles comme des rassemblements dans les facs, des formations sur la situation en Palestine, des tables, des projections de films, etc. Le but de ces actions est à la fois de visibiliser la lutte palestinienne auprès des étudiantEs et de pousser les facultés à avoir des positions claires sur la Palestine à la suite de l'appel des universités palestiniennes en ce sens. Ce cadre permet également d'organiser la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) dans les lieux d'études : le comité Palestine de Rennes-2 mène par exemple des actions pour dénoncer le partenariat de l'université avec HP, entreprise visée par la campagne BDS du fait de sa complicité avec la colonisation et l'apartheid israélien.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Répression

Toutefois cette solidarité avec le peuple palestinien fait face à la répression : à la Sorbonne-Nouvelle toute expression pro-palestinienne est censurée, les camarades de BDS ont été empêchéEs d'intervenir sur la fac ; la police est déjà intervenue à l'entrée de l'université pour enlever une table des JA pro-Palestine. À Nanterre la présidence de la fac a cédé aux aboiements de l'extrême droite et à la pression du

ministère pour interdire un meeting sur la Palestine et à Sciences Po la direction a interdit toute manifestation pro-palestinienne au nom du risque de trouble à l'ordre public. Malgré ces intimidations nous continuons à affirmer notre soutien à la lutte palestinienne.

Libération du peuple palestinien

Les comités en soutien à la Palestine sont en lien avec les



cadres de soutien à la Palestine plus larges, que ce soit Urgence Palestine à Paris ou Marseille ou l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) à Rennes et les autres cadres unitaires locaux selon les villes. Les Jeunesses Anticapitalistes (JA) sont pleinement investies dans ces comités et comptent faire perdurer ces cadres unitaires de soutien inconditionnel à la lutte du peuple palestinien. Il serait souhaitable que ces comités se maintiennent dans la durée car même lorsque l'offensive israélienne sur Gaza prendra fin et que les médias se détourneront du sort des PalestinienNEs, il sera crucial de continuer à lutter pour la libération du peuple palestinien.

Selim, Adèle et Florian des JA

GRENOBLE Pas d'enfants à la rue: on occupera tant qu'il le faudra!

Alors que le ministre du logement Olivier Klein promettait en octobre 2022 que pas un enfant ne dormirait à la rue, le nombre d'enfants sans toit a continué en 2023 son augmentation exponentielle : plus de 3 000 comptabiliséEs à la rentrée de septembre, un chiffre largement sous-estimé (ne prenant en compte que les appels au 115) et en augmentation de 40 % par rapport à la rentrée précédente.

À Grenoble, ce sont plus de 400 enfants qui dorment dehors ou dans des conditions de totale précarité. Alors que l'arrivée du froid et de l'hiver rendent ce scandale particulièrement dramatique, l'État refuse toujours de mettre en place les conditions d'accueil dignes. C'est donc la solidarité qui prend le relais, avec l'ambition non seulement de mettre les enfants à l'abri, mais aussi de mettre la pression sur les institutions : État, Conseil départemental, mairies, Éducation nationale.

Six écoles occupées pour mettre à l'abri les familles

Depuis la rentrée, ce sont six écoles différentes à Grenoble qui ont été occupées par des collectifs. Ce sont surtout les parents d'élèves qui se mobilisent pour mettre à l'abri les familles d'enfants scolarisés, mais aussi de plus en plus de personnels des écoles, avec le soutien d'associations comme le DAL 38, RESF, FCPE et l'intersyndicale Enfants MigrantEs. Ces occupations sont une réponse d'urgence à la situation catastrophique des familles

à la rue, mais ce ne sont que des solutions temporaires. Le temps et l'investissement que cela demande pour les familles de parents d'élèves, le fait que cela soit uniquement pour les familles d'enfants scolarisés ne peut répondre à la probléma-

tique d'hébergement de toutes les personnes à la rue en hiver. À Grenoble, la mairie écologiste a bien voté en conseil municipal d'expérimenter la réquisition des logements vides en juin 2022, mais reporte depuis toute action concrète. En lien avec les autres

villes pratiquant les occupations d'écoles, avec le mouvement syndical et associatif, nous continuerons à occuper, protéger les élèves et leurs familles, et exiger un toit, une école et des papiers pour toutes et tous!

CorrespondantEs

PRÈS DE 3000 ENFANTS À LA RUE EN FRANCE



CHARMAG

ÉDUCATION

Non au retrait de l'agrément au lycée Averroès de Lille

Nouvelle manifestation de l'islamophobie d'État, le préfet des Hauts-de-France a retiré l'agrément du lycée Averroès à Lille, seul lycée privé musulman sous contrat de France.

Comme ce lycée ne peut survivre financièrement sans contrat avec l'État, la décision préfectorale va donc conduire plus de 400 élèves et 110 personnels d'éducation à se retrouver sans établissement.

Affabulations de financement occulte par le Qatar

Alors qu'une partie des établissements privés sous contrat (le plus souvent catholiques) se distinguent par un recrutement très orienté vers les classes aisées, ce n'est pas le cas du lycée Averroès qui assure un recrutement très largement populaire. Pourtant, depuis de nombreuses années, Le lycée Averroès fait l'objet d'un véritable harcèlement de la part du président du conseil régional qui, à plusieurs reprises, a supprimé le financement du lycée par la région, décisions à chaque fois annulées par le juge administratif. Cet acharnement résulte des affabulations d'un ouvrage paru en 2019, dans lequel les auteurs accusaient, sans avancer la moindre preuve, le lycée d'avoir perçu un financement occulte de 4 millions d'euros du Qatar et ajoutaient, pour faire bonne mesure, que cet État aurait un projet d'acquisition de l'établissement. La mécanique s'emballe dès lors. Le Rassemblement national s'appuie sur ces allégations pour dénoncer le financement de l'établissement par le conseil régional. Xavier Bertrand, président républicain du conseil régional, s'empresse aussitôt de complaire à l'extrême droite en supprimant les subventions au mépris des obligations légales de la région, d'où l'annulation de ces décisions par le juge.

Les comptes du lycée conformes à la réglementation

Le lycée Averroès fait alors l'objet d'une enquête approfondie de l'inspection générale de l'Éducation, du sport et de la recherche qui conclut au caractère fallacieux des allégations de l'ouvrage. Le lycée, explique le rapport d'inspection, ne fait l'objet d'aucun financement occulte, tout au contraire, ces comptes, conformes à la réglementation, sont régulièrement approuvés par son conseil d'administration où siège un représentant du conseil régional.

On aurait pu penser que le harcèlement dont le lycée était victime allait s'arrêter sur ce fiasco! Mais non car la Macronie a décidé de voler au secours de l'entreprise raciste des Républicains et du RN en décidant, par l'intermédiaire du préfet des Hauts-de-France, subordonné zélé de Darmanin, de lancer la procédure de retrait d'agrément!

Mesure discriminatoire de la coalition des droites

Les élèves et personnels du lycée Averroès sont donc de nouvelles victimes de la coalition des droites (pudiquement dénommée « arc républicain ») allant de l'extrême droite à la macronie, autour notamment de l'islamophobie. Le NPA condamne la décision préfectorale de retirer l'agrément du lycée Averroès et assure l'ensemble de ses élèves et personnels de son soutien et de sa solidarité. Bien sûr, le NPA revendique l'appropriation sociale de l'ensemble du système scolaire dans un service public de l'enseignement laïc avec titularisation dans la fonction publique de l'ensemble des personnels de l'enseignement privé mais ce n'est pas ce débat de fond sur l'enseignement privé que pose évidemment la mesure scandaleusement discriminatoire qu'a prise le préfet des Hauts-de-France.

CorrespondantEs

CULTURE La MC2 de Grenoble entend enfin ses salariéEs!

Une lutte victorieuse dans la culture! Et cela n'a pas été chose facile. Après plusieurs mois de dialogue particulièrement tendu, c'est finalement la grève qui a permis une issue positive au conflit, en imposant une rencontre entre la direction et les représentantEs du personnel.

La MC2, Maison de la culture de Grenoble, est la plus grosse scène nationale, dirigée depuis janvier 2021 par le metteur en scène Arnaud Meunier. Alors que celui-ci (déli? provocation?) vantait dans *l'Obs* des méthodes de management prétendument plus humaines¹, les problèmes de conditions de travail dégradées, identifiées depuis 2017, continuaient de s'amplifier. Souffrance au travail, manque de personnel du fait de nombreux arrêts maladie et licenciements, salaires pas à la hauteur dans un contexte d'inflation... les motifs ainsi accumulés au fil du temps ont renforcé la détermination du personnel — permanentEs et intermittentEs — à augmenter le rapport de forces, au-delà des premiers communiqués critiques.



DR

Grève de huit jours

Pilotée par le Syntpac-CGT (syndicat des personnels techniques et administratifs du spectacle vivant), une première journée d'arrêt de travail a eu lieu le 7 novembre, attaquée par la direction sur un motif juridique. En effet, pour les établissements relevant d'un caractère de service public, le préavis doit être déposé cinq jours avant... Qu'à cela ne tienne! La grève illimitée a finalement démarré le 17 novembre, a été massivement suivie et a duré huit jours pendant lesquels aucun spectacle ne s'est joué.

L'union fait la force

Le protocole d'accord signé le 24 novembre entre les deux parties liste entre autres des mesures pour la réintégration et la pérennisation de certains postes; la sanctuarisation des accords d'entreprise de 2015 (lesquels, rappelle la CGT, sont trop souvent maltraités par les scènes labellisées); la mise en place de réunions hebdomadaires d'information et d'échange; une attitude volontariste en direction de la médecine du travail pour faire avancer certains dossiers; des revalorisations salariales (la NAO 2023 n'ayant pas abouti du fait de propositions insuffisantes). La direction a tenu à souligner dans ce procès-verbal le caractère exceptionnel du paiement de toutes les journées de grève, des fois que nous saurions nous en souvenir pour une prochaine fois? En résumé, et selon les mots du délégué syndical Syntpac-CGT: «L'union et les convictions font la force plus que jamais.» CQFD...

Correspondant

1 - <https://www.nouvelobs.com/lab-o/20230519.OBS73504/la-culture-vit-une-grave-penurie-de-personnel-entretien-avec-le-metteur-en-scene-arnaud-meunier.html>

SANTÉ Praticiens à diplôme hors Union européenne jetables? Une prescription qui ne passe pas!

Malgré le manque de médecins, des milliers de praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) risquent de se voir, au 31 décembre, privés de leur autorisation d'exercer en France, alors qu'ils font tourner les hôpitaux depuis des années!

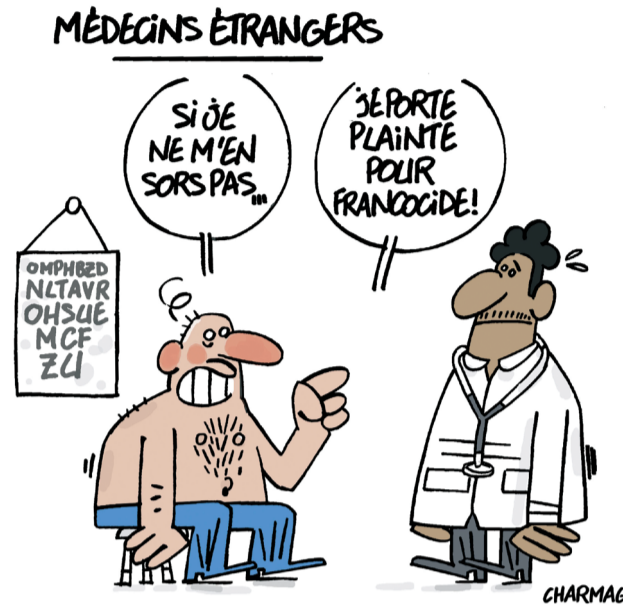
Depuis les années 1980, les Padhue servent de variable d'ajustement aux directeurs des hôpitaux pour pallier les difficultés de recrutement en ces temps de démantèlement du service public. Libéralisme oblige, depuis janvier 2021 les praticiens hospitaliers du public ont la possibilité de mener une double vie dans le privé. À la clé, une fuite conséquente vers l'eldorado libéral et près de 15 000 postes de praticiens hospitaliers vacants dans les hôpitaux publics. Alors les directeurs recrutent des FFI (faisant fonction d'internes), précaires et révocables, qui candidatent depuis le pays où ils ont obtenu leur diplôme.

Des besoins de santé jamais satisfaits

Pour accéder à l'autorisation de plein exercice de la médecine en France, les Padhue ont deux obstacles: l'Ordre des médecins et le ministère de la Santé. Un vrai parcours du combattant! D'abord une épreuve de validation des connaissances, puis un parcours de consolidation des compétences, puis une Commission nationale d'autorisation d'exercice! Conséquence l'Ordre ne recense que 850 inscriptions ordinaires annuelles par cette voie. En attendant ce

précieux sésame, officiellement, les Padhue signent par délégation du chef de service. Belle hypocrisie! En réalité, elles et ils tiennent les hôpitaux, en autonomie complète, gardes comprises. Mais pour des salaires de misère! Les FFI touchent en moyenne 1535 euros net par mois, et doivent faire la course tous les six mois à la préfecture. Intolérable. «C'est simple! Dès que je finis ma garde, je file à la préfecture», soupire ce FFI seniorisé de région parisienne. Depuis 2021, le statut de praticien attaché associé (PAA) a permis aux FFI d'accéder à des contrats

plus longs, et à un salaire de 2620 euros mensuels net. Ce statut a été mis en voie d'extinction fin 2023. L'immigration choisie — synonyme «sélectionnée par concours» — est passée par là! Elles et ils vivent sous le régime du «Contrat non renouvelé, droit au séjour non prolongé»! Elles et ils sont nombreux à avoir reçu un avis de leur direction hospitalière annonçant leur non-renouvellement! Sous pression des Padhue, le ministère a bien mis en œuvre en 2021 une solution sur dossier! Ainsi, 4 000 Padhue ayant exercé deux ans avant juillet



CHARMA

2021 ont accédé au statut de praticien associé, conduisant au plein exercice. Cette loi «du stock», tous les Padhue s'en souviennent: ils sont restés en poste là où ils ont reçu l'onction de leur chef de service. Quant au concours, seulement 550 postes de praticien associé en médecine générale ont été offerts en 2023! Et moins encore la dernière fois en 2021! Alors, que font les directions d'hôpitaux? Par temps d'austérité libérale et d'état d'urgence sanitaire, le processus d'embauche des FFI n'a jamais cessé!

Un ministère aveuglé par le monde de Darmanin

Le 29 novembre, deux organisations de Padhue, Ipadecc (Intégration des Praticiens à diplôme étranger engagés contre la crise) et Supadhue (Syndicat unifié des praticiens à diplôme hors Union européenne), représentant plus de 500 adhérentEs, ont manifesté avec l'appui de l'UFMICT-CGT (Union fédérale des médecins, ingénieurs, cadres et techniciens-CGT) devant le ministère. «Ces 2 000 Padhue dont le statut est en voie d'extinction bossent ici, vivent ici, résistent ici!», ont-ils tonné au ministère et dans la presse. La référente Padhue au ministère a promis une revoyure avant le 31 décembre, promesse à ce jour non tenue... Le 18 décembre, jour où le nom des Praticiens attachés associés exclus des EVC 2023 est connu, est un jour noir pour 80% d'entre eux. Un nouveau préavis de grève et un sit-in devant le ministère est prévu le jeudi 21 décembre, avec la détermination pour qu'ils et elles obtiennent un statut sur dossier et pas un concours conçu pour exclure. **Éric Tron**

Nettoyage Les «invisibles» contre «Onet le malhonnête».

S'il y a un secteur où les «premierEs de corvée» sont légion, c'est bien dans les entreprises du nettoyage. En plein confinement, une journaliste de l'émission télé-cash-investigation qui s'était fait embaucher comme femme de ménage dévoilait les cadences infernales imposées par la société Onet à l'hôpital de Valenciennes. Secoué par la crise du covid, Macron avait dû concéder, dans une de ses tirades démagogiques, que «le pays tout entier reposait sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal». Mais ces belles paroles promises pour «le monde d'après» ne se sont pas concrétisées. Bien au contraire, la course à la rentabilité aux dépens des salaires et au mépris des conditions de travail s'est intensifiée. Onet, qui se présente comme un «groupe familial français», est leader du nettoyage en France (1,9 milliard d'euros de chiffre d'affaires), résultat d'une surexploitation féroce. Alors quand l'agence Onet de Montpellier impose au personnel un dispositif de «traçabilité» pour le suivre à la trace (pointage entrée-sortie pour chaque local à nettoyer), la colère éclate chez les 115 salariéEs affectés au CHU. Le 13 septembre, à l'appel de la CGT, 45 se mettent en grève 1 heure le matin et 1 heure l'après-midi; le lendemain c'est 2 heures + 2 heures. Le 15 septembre, c'est la grève totale!¹ Leurs revendications: une prime de 13^e mois, retrait du système de «mouchard», annulation des sanctions. Un comité de soutien a été créé, avec une caisse de grève et une cagnotte en ligne. Des distributions de tracts avec des animations au centre-ville et sur les marchés ainsi qu'une soirée de solidarité en novembre ont permis de populariser la lutte. Après avoir lâché sur la traçabilité, Onet a demandé la médiation de l'inspecteur du travail pour faire reprendre le boulot, mais sans rien lâcher sur le 13^e mois.

Au bout de 78 jours de grève, un accord a été signé avec versement d'une prime de Noël de 650 euros. Les Onet, fierEs d'avoir relevé la tête, l'affirment: «le combat continue!» La revendication d'un 13^e mois au niveau du groupe est sur la table, qui nécessitera la mobilisation des 66 000 salariéEs, mais aussi le soutien des syndicats des 21 000 entreprises où elles travaillent. La lutte en cours chez Tesla, qui entraîne en solidarité d'autres secteurs (transporteurs routiers, messagerie, dockers, réparateurs...) en Suède, Danemark et Norvège pourrait bien faire tilt...

CorrespondantEs NPA34

1 - Voir notre article: <https://lanticapitaliste.org/actualite/entreprises/montpellier-des-salariees-precaires-donet-en-lutte>

Compiègne Les opposantEs au super canal manifestent.

Samedi 16 décembre après-midi, à l'initiative des associations Stop canal UTC (Université de technologie de Compiègne), du Collectif anti-canal des riverainEs, d'Attac et avec la participation de la FSU, s'est déroulé à Compiègne un rassemblement avec l'ouverture du Village de l'eau sur les bords de l'Oise. Après le rassemblement, une manifestation a réuni 200 personnes avec de nombreuses étudiantEs. Une des banderoles affichait «IngénieurEs Anticapitalistes contre le canal». Manif très festive, slogans, chansons, prises de parole. La protestation contre le projet inutile et destructeur de ce super canal a été très bien accueillie par une partie de la population puisqu'à la fin de la manif le nombre de manifestantEs tournait autour de 250. Pourquoi cette manif? Quelques chiffres en vrac: — 107 kilomètres de liaison fluviale à creuser pour des bateaux de grand gabarit (187 mètres de long sur 11 de large). Les ponts actuels ne

seront pas suffisamment hauts pour permettre le passage de ces barges à conteneurs qui pourront être empilés sur deux voire trois étages. Cette liaison fluviale sera un maillon de la liaison Seine-Escaut entre Paris et les ports de Rotterdam et Anvers.

— 78 millions de m³ de déblais, peut-être les plus grands travaux jamais réalisés en France. Il sera également nécessaire de creuser l'Oise pour augmenter son tirant d'eau. — 30 millions de m³ d'eau dans le canal et son bassin réservoir type mégabassine (soit 56 fois le volume de la mégabassine de Sainte-Soline) amenant au pompage de la nappe phréatique en cas de sécheresse. — 3 000 hectares de zones agricoles et naturelles détruites et volées, des pans entiers de la forêt de Compiègne détruits, plus de 180 espèces protégées qui risquent d'être détruites. Un bras de l'Oise sera rebouché. Des petites îles parsemant l'Oise seront détruites également. — 5 millions de m³ de terre végétale excavée. — Seuls 3% du trafic routier seront transférables sur ce transport fluvial; 40% du trafic du canal viendra du rail! — 5 milliards d'euros de financements publics. On peut se dire que cette somme va augmenter très vite. — trois départements seront directement concernés: l'Oise, la Somme et le Nord. Pour terminer, on peut dire que la démocratie a été largement piétinée à Compiègne et ses environs. Le canal a été déclaré d'utilité publique il y a plus de quinze ans sans que de nouvelles études aient été réalisées depuis. À cette époque, le projet MAGEO (mise au gabarit européen de l'Oise) a fait l'objet d'une enquête publique seules 105 habitantEs se sont exprimés dont 27 y sont favorables, soit 0,026% de soutien explicite de la population. **Correspondant NPA Beauvais**

Culture

Vie du NPA



SÉRIE *Sambre*, d'Alice Géraud, Marc Herpoux, Jean-Xavier de Lestrade

Série TV en 6 épisodes, disponible en replay sur France TV jusqu'au 20 mai 2024.

Construite à partir de faits réels qui se sont déroulés sur une période de trois décennies, de 1988 à 2018, la série *Sambre* propose une plongée vertigineuse dans l'univers du viol, via l'histoire d'un serial violeur, de ses victimes, de leur environnement institutionnel et social. Bouleversant.

Portraits de femmes !

Les victimes d'abord. Leur parole compte, leur parole est forte, leur parole est au centre de la narration. Pas d'échappatoire, lors des auditions, c'est un plan fixe sur la femme qui parle, du début à la fin. L'enquêteur, que l'on entend, ne paraît pas. La souffrance de ces femmes est profonde, livrée avec une grande sobriété, y compris de nombreuses années après leur agression. Elles sont brisées mais leur force et leur dignité imposent le respect. Leur parole nous glace, nous révolte, nous emporte.

La réparation vient des femmes, aussi. Une jeune juge, une scientifique, une maire communiste, une policière, apportent, chacune à sa façon, parfois avec maladresse mais toujours avec conviction, la force de leur solidarité, leur engagement, malgré tout... Malgré tout, car tout est fait pour les museler, pour les tenir à distance d'un combat qu'aucune de leurs institutions n'attend d'elles. Et même si, au bout du compte, elles doivent renoncer, elles apportent leur pierre à l'édifice.

Un homme ordinaire

L'erreur de la psychologue, qui voit en cet homme un être marginal et associal, traduit bien le mythe du violeur-monstre que nos sociétés se construisent pour se protéger. C'est peut-être la «révélation» qui fait le plus mal, tant aux «gens» — les habitantEs ordinaires de cette contrée blessée par la crise mais tout de même très «normale» — qu'aux éminentEs — ou pas — représentantEs des institutions de notre république patriarcale : les flics, les juges, les éluEs, les expertEs ne peuvent concevoir que le coupable puisse habiter leur quartier, leur rue même, qu'il puisse être, comme il se présente lui-même, un bon père, un bon mari, un bon collègue, un bon copain.

Une structure polyphonique

Le choix de centrer chaque épisode sur un personnage et une période définie de cette histoire permet de mettre en harmonie, à chaque étape, l'âge des protagonistes, une ambiance, une couleur spécifiques à chacune des époques concernées. Il est alors possible de changer de point de vue, de déplacer le regard sur l'affaire et d'accompagner chacunE des personnages qui travaillent à la résolution de l'enquête. Cette partition, finement élaborée par un trio d'auteurEs percutant mais sensible, est admirablement servie par une distribution très convaincante.

Claude Moro

FORUMS ANTICAPITALISTES « On construit l'Alternative », ça continue !

Le 16 décembre, s'est tenu le deuxième forum « On construit l'Alternative » initié par le NPA, Rejoignons-Nous et Ensemble! PEPS et l'UCL étaient aussi présents. Si la participation fut décevante tant du point de vue numérique que de l'élargissement au-delà des forces initiatrices, le contenu fut riche.

Seuls Lyon et Metz ont organisé des forums locaux qui, malgré une faible participation, montrent des préoccupations et la volonté d'agir ensemble.

Le matin, six introductions, sur le soutien aux luttes des peuples contre tous les impérialismes avec des camarades de BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) en solidarité avec le peuple palestinien, du Réseau européen Solidarité avec l'Ukraine (Resu) et de Survie pour en finir avec la présence militaire française en Afrique ; sur les luttes antiracistes et l'articulation des combats contre l'islamophobie et contre l'antisémitisme, contre la poussée autoritaire globale : enfin, à partir des mobilisations existantes pour la gratuité des transports, la gratuité comme un point d'appui pour un projet de société désirable.

Les échanges en groupes de travail ont permis une bonne circulation de la parole et montré un accord solide sur les priorités

et l'orientation dans et pour les mobilisations.

Internationalisme, combats écologiques et sociaux

Face à une certaine crise de l'internationalisme, il est nécessaire de s'impliquer dans les campagnes concrètes portées par des structures unitaires pour les nourrir politiquement, obtenir des victoires, défendre le droit à l'auto-détermination des peuples et les projets progressistes auto-organisés.

Un groupe est revenu sur la lutte contre le fascisme et ses formes différents (institutionnelle, dans les médias, par des groupes violents, dans la police...) et aussi sur la place déterminante des luttes dans les quartiers populaires et des sans-papiers. Enfin les combats écologiques et sociaux s'articulent autour des droits pour bien vivre, incluant la proposition de sécurité sociale alimentaire et aussi avec une dimension internationaliste par exemple contre l'extractivisme.

Clarifier le projet de rupture

Sur la thématique générale des perspectives pour la gauche et d'une nouvelle force politique à construire, les introductions, suivies de groupes de travail, ont porté sur le bilan de la Nupes, son existence réelle ou non, les marges de manœuvre possibles. Mais aussi sur les élections européennes, leur intérêt pour développer une politique de rupture antilibérale, la chance ou non de regrouper ceux qui veulent changer de logiciel et d'y faire vivre un espoir face à l'extrême droite, les rapports avec France Insoumise et la possibilité de liste commune. Et enfin, sur l'organisation politique à construire à partir de pratiques féministes et démocratiques.

En conclusion provisoire, il est convenu de multiplier les initiatives locales en cherchant à associer des militantEs qui ne sont pas dans des organisations, plus jeunes ; de s'impliquer dans les campagnes et à partir d'elles de prendre des initiatives politiques pour dessiner un pro-

jet émancipateur et à terme une force politique pour le porter ; de construire une expression et des initiatives communes sur la question européenne, au-delà de stratégies et appréciations différentes sur l'opportunité d'une liste commune avec LFI. Cette journée montre qu'il faudra encore des clarifications sur le projet et la rupture avec la gauche de gestion, des tâtonnements sur les formes et les chemins vers un nouvel outil politique pour les anticapitalistes. Mais l'urgence est là, notre volonté politique aussi.

Christine Poupin

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44

contact@la-breche.com



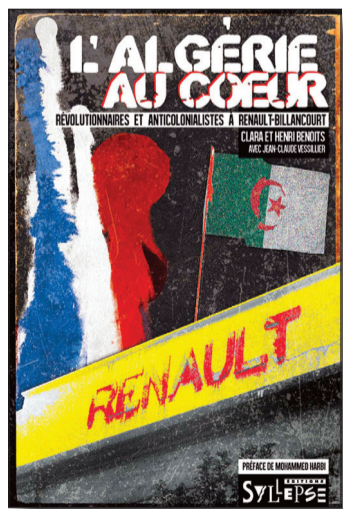
HOMMAGE Clara Benoits, la « mitrailleuse » a tiré ses dernières cartouches

Clara Hesser, épouse d'Henri Benoits, nous a quittés le 13 décembre 2023. Âgée de 93 ans, elle a traversé près d'un siècle de luttes et de résistances. De parents hongrois arrivés en France après la Première Guerre mondiale, elle accompagne enfant son père sur un piquet de grève à Billancourt en juin 1936.

La maladie, la tuberculose et le sanatorium interrompent ses études. En 1949, elle entre chez Renault en tant que sténodactylo et participe à sa première grève de trois semaines en 1950 pour le rétablissement d'une convention collective. Déléguée du personnel CGT de 1950 à 1970, puis déléguée hygiène et sécurité de 1970 à 1975, elle a animé, en 1968, l'un des rares secteurs auto-organisés de Billancourt.

Clara est surnommée « mitrailleuse » en raison de sa véhémence et de son débit de parole accéléré devant la direction. Sa combativité revendicative est remarquée par les délégués hommes ouvriers souvent immigrés des secteurs de production : le début d'une solidarité militante qui ne faillira jamais.

Elle partage les espoirs d'un monde meilleur tel que les présentent les directions de la CGT et du PCF. En 1952, la majorité des délégués CGT est licenciée de l'usine. Engagée contre la répression patronale chez Renault, Clara et Henri se rencontrent pour rester ensemble soixante-dix ans.



1956, année de la révolution hongroise. Clara qui a maintenu des correspondances avec des Hongrois fait part à ses camarades de Renault de ses interrogations et critiques et rencontre une hostilité. Elle est soutenue par ses camarades de cellule et reste membre du PCF jusqu'en 1970.

Pendant la guerre d'Algérie, Clara s'engage activement dans la solidarité avec les Algériennes et les Algériens. Chez Renault, elle diffuse presse et documents

d'opposition à la guerre. Elle participe aux tâches confiées par la fédération de France du FLN et à la diffusion d'*El Moudjahid*, l'organe clandestin du FLN. Le 17 octobre 1961, elle fait partie, des cinq observateurs de Renault que le FLN avait sollicités pour assister à la manifestation et témoigner de son déroulement. Ce témoignage résonne encore, porté par Henri et Clara jusqu'à ces toutes dernières années dans des manifestations, documents vidéo ou dans les établissements scolaires.

Elle milite de longues années à l'ASTI d'Issy-les-Moulineaux pour des tâches d'alphabétisation. Une solidarité sans frontière affirmée dans les actes.

Clara participe au groupe femmes de Renault, créé au début des années 1970, au même moment que le MLAC, très actif à Renault-Billancourt. Féministe de toujours, elle apporte son expérience militante.

Tant à la IV^e Internationale qu'à la LCR ou au NPA, nous avons partagé avec Clara aspirations et combats, mais elle n'a appartenu à aucune de ces organisations. Elle lisait attentivement notre

presse à laquelle, avec Henri, ils sont abonnés. Indépendante et lucide, Clara ne se privait pas d'ironie sur nos prises de position ou initiatives.

Un salut à sa fille Sophie et à ses petits-enfants. Que le compagnon de Clara, Henri, notre ami et camarade, qui se revendique de la IV^e Internationale depuis 1944, reçoive ici l'expression de notre affectueuse sympathie. Pour le présent et les luttes de demain.

Les camarades du NPA du secteur automobile

Pour aller + loin

Massacre du 17 Octobre 1961 - Le témoignage de Clara et Henri Benoits : <https://www.youtube.com/watch?v=3c7pLJlFmg>

Benoits Clara, née Hesser

Clara, notice de Laure

Pitti dans le dictionnaire

biographique du mouvement ouvrier et social Le Maitron.

<https://maitron.fr/spip.php?article16276>

L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et

anticolonialistes à Renault-Billancourt,

de Clara et Henri Benoits. Éditions

Syllepse, 2014, 224 pages, 15 euros.

SOUSCRIPTION 2023 S'il fallait une seule bonne raison de donner au NPA...

On vous rappelle quelques-unes des raisons qui font du NPA un lieu pour réfléchir, penser, agir collectivement pour construire des mouvements et s'opposer aux capitalistes. Petit quizz de fin d'année en forme de best of 2023!

☐ Contre la réforme des retraites de Macron

Vous vous êtes battuEs pendant des mois contre la réforme des retraites? Dans la rue ou sur votre lieu de travail? En rangs serrés le jour ou en plein zbeul nocturne? Vous avez un acouphène à force de taper sur des casseroles? Vous continuez de suivre l'agenda de déplacement des membres du gouvernement? Vous êtes désormais incollable sur les rouages anti-démocratiques de la 5^e République et en particulier de son « parlementarisme rationalisé »?

☐ Pas de mégabassines et grands projets inutiles

Vous avez vécu votre première expérience militaire à Sainte-Soline? Vos acouphènes se sont aggravés? Vous savez désormais comment saboter un pipeline? Vous êtes donc unE écoterroriste? Vous avez été menacéEs de dissolution mais... en fait non? Cheh Gérald! On ne dissout pas un mouvement.

☐ Lutter contre les violences policières

Vous ne comprenez pas comment un flic blanc peut tuer de sang tiède et à bout portant un jeune mineur racisé et ressortir millionnaire après quelques mois de détention préventive? Ou plutôt si, vous ne comprenez que trop bien pourquoi car les violences policières sont la forme extrême du racisme systémique...

☐ Jeux Olympiques, saccage social

Grand projet inutile, imposé et écocide, machine à corruption au sein des structures organisatrices, politiques urbaines anti-pauvres et de privatisation, surexploitation de certains travailleurEs, idéologie néolibérale de la concurrence et de la performance, surenchère technopoliçière, tarifs exorbitants, machine à cash pour les sponsors et les diffuseurs, discours nationalistes, tabou du dopage, tourisme de masse, paradis fiscal, déficit démocratique pour son organisation... Vous considérez les jeux Olympiques de 2024 à Paris comme une monstruosité antisociale?



☐ Violences sexistes et sexuelles

Depardieu, Cauet et tant d'autres dans tous les milieux, connus ou pas... Des violences sexistes les plus quotidiennes aux agressions les plus infâmes et retentissantes, vous pensez que la lutte contre les VSS et le patriarcat est internationale et inséparable de la lutte de classe? Femme, vie, liberté!

☐ Halte au massacre à Gaza

UlcéréEs mais pas si surprisES, vous voyez le projet sioniste s'affirmer dans la guerre génocidaire que mène l'État raciste et colonialiste d'Israël contre les PalestinienEs à Gaza? Vous pensez que seule une forme d'organisation démocratique et laïque des peuples et des travailleurEs solidaires pourra un jour résoudre le conflit? Vous pensez qu'en dernier ressort le fort est responsable des méthodes de lutte du faible? Vous pensez que la cause palestinienne dépasse la dimension nationale et exige une solidarité indéfectible? Vous avez manifesté malgré les interdictions? Vous résistez au terrorisme politique, médiatique et idéologique qui veut amalgamer tout soutien au peuple palestinien à une forme d'antisémitisme ou à une apologie du terrorisme islamiste?

INFOS PRATIQUES

Les dons ouvrent le droit à une réduction fiscale des deux tiers du montant versé :
VOUS DONNEZ 3 euros, L'ÉTAT VOUS REVERSE 2 euros !

moyennant un peu de patience avant le remboursement :
VOUS POUVEZ DONC MULTIPLIER VOTRE DON PAR 3

Pour donner en ligne :
HTTPS://SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Pour envoyer vos chèques :
AFANPA - 2 RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL

Ordre des chèques :
AFANPA

Limite de datation et d'envoi des chèques :
AVANT LE 31 DÉCEMBRE À MINUIT

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :
PRÉCISEZ-LE POUR QUE LE REÇU FISCAL ARRIVE À BON PORT

Si deux noms apparaissent sur le chèque :
PRÉCISEZ À QUI IMPUTER LE DON

☐ Pour le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même

Loin de tout campisme, vous soutenez également la lutte armée du peuple ukrainien, expression de son droit fondamental à disposer de lui-même contre l'impérialisme du régime capitaliste et mafieux de Poutine? Vous pensez qu'en Ukraine comme en Palestine se jouent les équilibres et les dangers géopolitiques des décennies à venir?

☐ Non au racisme et à l'extrême droite

Enfin, vous pensez que la politique de Macron et des classes dirigeantes déroulent un tapis rouge à Marine Le Pen et qu'un cours ultra-autoritaire, voire fascisant, pourrait rapidement emporter ce qu'il reste de démocratie dans ce pays? Et pour cette raison, vous pensez qu'il faut redoubler de détermination et d'intelligence dans les luttes et dans la construction d'une alternative d'émancipation collective? Car pour vous, l'unité n'est pas contradictoire de la radicalité.

Si vous pouvez répondre oui à au moins l'une de ces questions, alors vous avez quelque chose en commun avec nous et vous pouvez nous aider à mener ces combats en faisant un don!

À voir sur le site

Le financement des partis politiques, épisode 1: L'argent des riches



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

[lanticapitaliste.org](https://twitter.com/lanticapitaliste)
[NPA.Lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°151 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :
l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine



SOUSCRIRE CHAQUE MOIS

Vous souhaitez soutenir régulièrement le NPA? Vous pouvez adhérer à la souscription mensualisée par prélèvement!

Le montant est libre mais avec un plancher fixé à 10 euros.

La résiliation ou le changement de montant se fait par simple mail à souscription@npa-mail.org.

Vous trouverez le formulaire à <https://souscription.npa2009.org>